



Offre publique d'acquisition
de
Assicurazioni Generali S.p.A., Trieste, Italie

portant sur la totalité des

**actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 50
chacune se trouvant en mains du public**

de

Generali (Suisse) Holding, Adliswil, Suisse

Prix de l'offre

CHF 440 net par action nominative de Generali (Suisse) Holding, Adliswil, Suisse, d'une valeur nominale de CHF 50 chacune. Le prix de l'offre sera réduit à hauteur des distributions par action de la société à ses actionnaires, dans la mesure où celles-ci sont effectuées avant l'exécution de l'offre.

Durée de l'offre

Du 11 avril 2006 au 11 mai 2006, 16 h 00 (HEC)

GENERALI (SUISSE) HOLDING

Numéro de valeur

ISIN

*Symbole ticker
Bloomberg*

Actions nominatives d'une valeur
nominale de CHF 50 chacune

507 241

CH0005072415

GENN SW

Conseillers financiers :



Banque chargée de l'exécution :



**Zürcher
Kantonalbank**

Restrictions de vente et d'offre / Sales and Offer Restrictions

United States of America

The tender offer described herein is not being made in the United States of America (the "United States") and may be accepted only outside the United States. Offering materials with respect to the tender offer may not be distributed in or sent to the United States and may not be used for the purpose of making an offer to purchase or the solicitation of an offer to tender any securities by anyone in any jurisdiction, including the United States, in which such offer or solicitation is not authorised or to any person to whom it is unlawful to make such offer or solicitation.

United Kingdom

The offering documents in connection with the tender offer described herein are being distributed in the United Kingdom only to and are directed at (a) persons who have professional experience in matters relating to investments falling within Article 19 (1) of the Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2001, as amended, in the United Kingdom (the "Order") or (b) high net worth entities, and other persons to whom they may otherwise lawfully be communicated, falling within Article 49 (1) of the Order (all such persons together being referred to as "relevant persons"). Any person who is not a relevant person should not act or rely on this document or any of its content.

Autres juridictions

L'offre décrite dans ce prospectus n'est faite ni directement ni indirectement dans un pays ou une juridiction dans lequel/laquelle une telle offre serait illégale ou violerait les lois ou ordonnances applicables d'une quelconque manière ou dans lequel/laquelle Assicurazoni Generali S.p.A. serait forcée de modifier les termes ou conditions de l'offre d'une quelconque manière, de soumettre une demande supplémentaire ou d'entreprendre des démarches supplémentaires auprès d'autorités étatiques, régulatrices ou juridiques. Il n'est pas prévu d'étendre l'offre à un tel pays ou à une telle juridiction. Les documents qui sont en relation avec l'offre ne doivent ni être distribués ni envoyés dans de tels pays ou de telles juridictions. De tels documents ne doivent pas être utilisés dans le but de solliciter l'achat de droits de participation de Generali (Suisse) Holding par qui que ce soit dans de tels pays ou de telles juridictions.

Introduction

Generali (Suisse) Holding (la «**Société**») est une société holding suisse constituée sous la forme d'une société anonyme et inscrite au Registre du commerce du canton de Zurich. Le capital-actions de la Société se monte à CHF 123'970'000, divisé en 2'479'400 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 50 chacune (le(s) «**Action(s)**»). Les Actions sont cotées au segment principal de la SWX Swiss Exchange.

Afin de simplifier la structure des rapports de propriété, Assicurazioni Generali S.p.A., Trieste, Italie, (l'«**Offrant**» ou «**Generali**»), qui détient actuellement directement ou indirectement 67.43% de la Société (y compris les actions propres détenues directement ou indirectement par la Société), entend obtenir le contrôle total sur la Société et décoter les Actions de la SWX Swiss Exchange («**Minority Buy-Out**»). Lors d'une transaction *Minority Buy-Out*, les actions en mains du public sont rachetées par un gros actionnaire afin de réunir les droits de propriété entre les mains d'un nombre limité d'actionnaires.

Afin d'obtenir le contrôle total de la Société, Generali a procédé le 6 mars 2006 à l'annonce préalable d'une offre publique d'acquisition (l'Offre telle que définie sous section A.1) portant sur toutes les Actions en mains du public. Ce prospectus d'offre (le «**Prospectus d'Offre**») se fonde sur cette préannonce.

En cas d'exécution réussie de cette Offre, Generali entend demander la décotation des Actions de la SWX Swiss Exchange.

Au cas où, après l'achèvement de cette Offre, Generali détient plus de 98% des droits de vote de la Société, elle entend demander l'annulation des Actions restantes au sens de l'article 33 de la Loi fédérale sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières du 24 mars 1995 («**LBVM**»). Les actionnaires restants recevront une indemnité en espèces correspondant au Prix de l'Offre.

Au cas où, après l'achèvement de cette Offre, Generali détient 90% ou plus, mais non plus de 98%, des droits de vote de la Société, elle entend intégrer par voie de fusion la Société dans une filiale suisse, détenue directement ou indirectement. Les actionnaires restants recevront une indemnité en espèces, déduction faite de l'impôt anticipé probablement dû. Les conséquences fiscales d'un tel rachat peuvent en particulier être moins favorables pour les personnes physiques domiciliées fiscalement ou séjournant fiscalement en Suisse qui détiennent leurs actions dans leur fortune privée que la vente des Actions dans le cadre de cette Offre (cf. section I.6 pour des explications au sujet des conséquences fiscales).

Le conseil d'administration de la Société soutient l'offre publique d'acquisition de Generali (cf. la section G).

A Offre publique d'acquisition

1. Annonce préalable

Cette offre publique d'acquisition de Generali (l'«**Offre**») a été annoncée préalablement le 6 mars 2006 au moyen d'une communication aux principaux médias électroniques et, le 8 mars 2006, par publication dans la presse écrite.

2. Objet de l'Offre

L'Offre s'étend à toutes les actions en mains du public, dont le nombre se calcule comme suit (état au 1^{er} avril 2006) :

- nombre total des Actions émises par la Société 2'479'400
- moins le nombre total des Actions détenues 1'671'951
directement ou indirectement par l'Offrant
(y compris les Actions propres détenues
directement ou indirectement par la Société)

nombre total des Actions se trouvant en mains du public : 807'449

3. Prix de l'Offre

Le prix de l'Offre par Action s'élève à CHF 440 net (le «**Prix de l'Offre**»). Le Prix de l'Offre sera réduit à hauteur du montant brut d'éventuels dividendes ou autres distributions par Action de la Société à ses actionnaires, dans la mesure où ceux-ci sont versés à une date antérieure à l'exécution de l'Offre.

Le Prix de l'Offre comprend une prime de 12.7% par rapport au cours de clôture des Actions de CHF 390.50 à la SWX Swiss Exchange le 3 mars 2006, soit le jour de négoce précédant immédiatement le jour de l'annonce préalable, et une prime de 20.9% par rapport au cours de clôture moyen des Actions durant les 30 derniers jours de bourse précédant la publication de l'annonce préalable de l'Offre (le 6 mars 2006) et une prime de 27.0% par rapport au cours de clôture moyen des Actions durant les derniers 6 mois précédant la publication de l'annonce préalable de l'Offre (le 6 mars 2006).

Au cours des années 2002 à 2006, les cours de clôture des Actions à la SWX Swiss Exchange se sont situés entre :

(CHF)	2002	2003	2004	2005	2006*
Maximum	416.00	182.00	244.00	362.75	390.50
Minimum	110.00	122.00	153.00	231.00	343.00

* du 1^{er} janvier 2006 au 3 mars 2006

Source : Bloomberg

4. Durée de l'Offre

L'Offre est ouverte à l'acceptation du 11 avril 2006 jusqu'au 11 mai 2006 à 16 h 00 (HEC); Generali se réserve le droit de prolonger une ou plusieurs fois la durée de l'Offre (la «**Durée de l'Offre**»).

Une prolongation au-delà de 40 jours de bourse requiert l'approbation préalable de la Commission des OPA.

5. Délai Supplémentaire

Si l'Offre aboutit, Generali, conformément à son obligation légale, fixera à l'échéance de la Durée de l'Offre un délai supplémentaire de 10 jours de bourse pour l'acceptation ultérieure de l'Offre (le «**Délai Supplémentaire**»).

Le Délai Supplémentaire courra vraisemblablement du 17 mai 2006 au 31 mai 2006.

6. Conditions

L'Offre est sujette aux conditions suspensives suivantes :

- a) À l'échéance de la Durée de l'Offre (éventuellement prolongée), Generali détient conjointement avec ses filiales et Generali (Suisse) Holding, y compris les Actions valablement proposées à la vente, au minimum 90% de toutes les Actions émises ;
- b) La valeur marchande du portefeuille d'actions et de parts de fonds en actions détenu au bilan par la Société (à l'exception des actions et des parts de fonds en actions détenues dans des assurances-vie liées à des fonds) ne baisse pas, d'après l'avis d'un réviseur ou d'une banque d'investissement indépendants et réputés désignés par Generali, de 20% ou plus entre le 6 mars 2006 et le dernier jour de la Durée de l'Offre en raison de fluctuations du marché ;
- c) La valeur marchande du portefeuille des titres à taux d'intérêt fixe détenu au bilan par la Société (à l'exception des titres à taux d'intérêt fixe détenus dans des assurances-vie liées à des fonds) ne baisse pas, d'après l'avis d'un réviseur ou d'une banque d'investissement indépendants et réputés désignés par Generali, de 8.5% ou plus entre le 6 mars 2006 et le dernier jour de la Durée de l'Offre en raison de fluctuations du marché ;
- d) Aucun tribunal ni aucune autorité gouvernementale n'aura prononcé une décision ou un acte empêchant, interdisant ou déclarant illicite l'exécution de cette Offre ni n'aura imposé de conditions ou charges qui auraient, sur la base des comptes annuels consolidés de Generali ou de Generali (Suisse) Holding, un impact négatif net excédant CHF 40'000'000 sur le compte de profits et pertes consolidé ou excédant CHF 100'000'000 sur le chiffre d'affaires consolidé.

Si l'une de ces conditions ne devait pas être remplie à l'échéance de la Durée de l'Offre (éventuellement prolongée), Generali a le droit de déclarer que l'Offre n'a pas abouti.

Generali se réserve le droit de renoncer à une ou plusieurs de ces conditions.

B Informations sur Assicurazioni Generali S.p.A. (Offrant)

1. Raison sociale, siège, capital-actions et activités commerciales

Assicurazioni Generali S.p.A. est une société anonyme italienne (*Società per Azioni*) ayant son siège principal et son adresse commerciale à Piazza Duca degli Abruzzi 2, Trieste, Italie. Elle est enregistrée au registre des sociétés (*Registro delle Imprese*) à Trieste sous le numéro 00079760328. Generali a un capital-actions émis et entièrement libéré de EUR 1'276'017'308.00 divisé en 1'276'017'308 actions nominatives de EUR 1.00 chacune (état au 31 décembre 2005). Son deuxième siège administratif se trouve à la Via Marocchesa 14, Mogliano Veneto (TV), Italie.

L'objet social est d'exercer toute activité liée à l'assurance, à la réassurance et à la capitalisation ainsi que l'exploitation et la gestion de toute forme d'assurances complémentaires de rente, y compris la création de fonds ouverts en Italie ou à l'étranger, ainsi que toute autre activité autorisée ou réservée aux compagnies d'assurances.

L'Offrant peut de façon générale exercer toutes activités et effectuer toutes opérations susceptibles de favoriser la réalisation de son objet social ou qui n'y contreviennent pas. Ceci peut également se faire par

des prises de participation dans des sociétés et entreprises italiennes ou étrangères.

Les actions de Generali sont négociées sur le marché réglementé de la Bourse de Milan.

2. Informations sur le Groupe Generali

Le groupe Generali (le «**Groupe Generali**») figure parmi les plus importants protagonistes du marché global de l'assurance et des services financiers. Fondée à Trieste en 1831, Generali est la maison mère et la principale société opérationnelle du Groupe Generali. Le Groupe Generali est le leader sur le marché italien de l'assurance primaire en volume de primes directes pour l'année 2004 (source : ANIA Associazione Nazionale fra le Imprese Assicuratrici). Dès ses débuts, le Groupe Generali s'est caractérisé par une forte orientation internationale et est aujourd'hui présent dans 40 pays. Le Groupe Generali a pu consolider sa position parmi les compagnies d'assurances leaders au niveau mondial et a gagné en importance en Europe de l'Ouest, son marché principal, avec des parts de marché importantes en Allemagne, en France, en Autriche, en Espagne, en Suisse ainsi qu'en Israël. Ces dernières années, le Groupe Generali a fait un retour significatif en Europe centrale et de l'Est et a ouvert des succursales sur les principaux marchés d'Extrême-Orient, entre autres en Chine. Ces dix dernières années, le Groupe Generali a élargi son offre de produits et propose maintenant, en plus des assurances, une palette complète de services financiers ainsi que la gestion de fortune.

3. Actionnaires importants

Conformément aux informations contenues dans le *Libro dei Soci* (registre des actions), complétées par les annonces reçues conformément à l'article 120 de la loi no 58 du 24 février 1998 ainsi que par d'autres informations disponibles, les actionnaires suivants détiennent plus de 2% des droits de vote de Generali (état au 31 décembre 2005) :

1. Mediobanca – Banca di Credito Finanziario S.p.A., 1, Piazzetta Enrico Cuccia, 20121 Milan – I : approximativement 14.12%
2. Banca d'Italia : approximativement 4.47%
3. Gruppo Unicredito : approximativement 3.56%
4. Gruppo Capitalia : approximativement 3.20%
5. Gruppo Premafin : approximativement 2.40%
6. Gruppo Carlo Tassara : approximativement 2.20%

4. Personnes agissant de concert

Toutes les filiales directes ou indirectes de Generali, y compris la Société et toutes ses filiales directes ou indirectes, agissent de concert avec Generali.

5. Rapport annuel

Les comptes annuels de Generali ainsi que les comptes consolidés du Groupe Generali pour l'exercice clos au 31 décembre 2005 sont disponibles sur la page Internet de Generali à l'adresse suivante : **www.generali.com**.

6. Achats et ventes de titres de participation de la Société

Durant les 12 derniers mois précédant la publication de l'annonce préalable de l'Offre le 6 mars 2006 (avant l'ouverture du négoce à la SWX Swiss Exchange), Generali et les personnes agissant de concert avec elle ont vendu 32'533 Actions de la Société, sans toutefois n'avoir acheté aucune Action de la Société. Pendant cette même période, ni Generali ni aucune personne agissant de concert avec elle n'a acheté ni

vendu de droits d'option ou de conversion portant sur des Actions de la Société. Depuis la publication de l'annonce préalable jusqu'au 1^{er} avril 2006, Generali a acquis 18'252 Actions de la Société au prix maximum de CHF 438.93.

7. Participation de Generali dans la Société

En date du 1^{er} avril 2006, Generali détenait directement ou indirectement 1'671'951 Actions, ce qui représente 67.43% du capital-actions et des droits de vote de la Société. Generali ne détient, ni directement ni indirectement, aucun droit d'option ou de conversion portant sur des Actions de la Société.

C Financement

L'Offre est financée par des crédits bancaires mis à disposition de Generali et/ou par des fonds propres de Generali.

D Informations sur Generali (Suisse) Holding (Société visée)

1. Siège et capital-actions

Generali (Suisse) Holding est une société anonyme de droit suisse ayant son siège à Adliswil. Au 1^{er} avril 2006, le capital-actions de la Société s'élevait à CHF 123'970'000, divisé en 2'479'400 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 50 chacune. Le capital-actions est entièrement libéré. La Société dispose en plus d'un capital conditionnel de maximum CHF 61'739'800 (ainsi que d'un capital autorisé échu de CHF 61'500'000).

Les Actions de la Société sont cotées au segment principal de la SWX Swiss Exchange.

2. Intentions de Generali au sujet de la Société

Generali soumet la présente Offre dans l'intention de prendre le contrôle total de la Société et de demander par la suite la décotation des Actions de la SWX Swiss Exchange. Au cas où, après l'achèvement de cette Offre, Generali détient plus de 98% des droits de vote de la Société, elle entend demander l'annulation des Actions restantes au sens de l'article 33 LBVM. Les actionnaires restants recevront dans le cadre de cette procédure une indemnité en espèces correspondant au Prix de l'Offre (cf. la section I.6 pour des explications au sujet des conséquences fiscales).

Au cas où, après l'achèvement de cette Offre, Generali détient 90% ou plus, mais non plus de 98%, des droits de vote de la Société, elle entend intégrer par voie de fusion la Société dans une filiale suisse, détenue directement ou indirectement. Les actionnaires restants recevront une indemnité en espèces, déduction faite de l'impôt anticipé éventuellement dû (cf. section I.6 pour des explications au sujet des conséquences fiscales).

En cas d'exécution réussie de cette Offre, Generali entend demander la décotation des Actions de la SWX Swiss Exchange.

Generali n'entend pas procéder à des changements au sein du management de la Société.

3. Accords entre Generali et la Société, ses organes ou ses actionnaires

Mis à part la convention mentionnée sous section G avec Dr Sergio Balbinot, qui occupe auprès de Generali la position d'un président de la direction et qui officie parallèlement en qualité de membre du conseil d'administration de la Société, ainsi que celle avec Dr Lorenzo

Kravina (démissionnaire en date du 1^{er} avril 2006) qui, en sus de son activité de membre du conseil d'administration de la Société, est également un organe de Generali (cf. à ce sujet section G), Generali n'a conclu aucune convention avec la Société, ses organes ou ses actionnaires, mis à part les conventions passées entre Generali et la Société dans le cadre de la gestion normale.

4. Informations confidentielles

Ni Generali ni aucune personne agissant de concert avec elle n'a reçu, directement ou indirectement, de la Société des informations confidentielles susceptibles d'influencer de manière déterminante le résultat de cette Offre, le Prix de l'Offre ou la décision des destinataires de cette Offre.

E Publication

Le Prospectus d'Offre en langues allemande et française peut être obtenu gratuitement auprès de la Banque Cantonale de Zurich, Zurich (tél. : +41 44 293 67 61; fax : +41 44 293 67 32; e-mail : documentation@zkb.ch).

Le Prospectus d'Offre ainsi que toutes les autres publications en lien avec l'Offre sont publiés en allemand dans la «Neue Zürcher Zeitung (NZZ)» et en français dans «Le Temps». Les publications sont également transmises à Telekurs, Bloomberg et Reuters.

F Rapport de l'organe de contrôle selon l'art. 25 LBVM

En notre qualité de réviseur reconnu par l'autorité de surveillance conformément à la LBVM pour effectuer l'examen d'offres publiques d'acquisition, nous avons examiné le Prospectus d'Offre en tenant compte de la dérogation sollicitée auprès de la Commission des OPA. Le rapport du conseil d'administration de la Société visée ainsi que la *fairness opinion* de la Banque Sal. Oppenheim jr. & Cie (Suisse) SA n'ont pas fait l'objet de notre examen.

La responsabilité de l'établissement du Prospectus d'Offre incombe à l'Offrant. Notre mission consiste à vérifier le Prospectus d'Offre et à émettre une appréciation le concernant.

Notre examen a été effectué selon les Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et de réaliser l'examen du prospectus de manière telle que l'exhaustivité formelle selon la LBVM et ses ordonnances ainsi que des anomalies significatives puissent être constatées avec une assurance raisonnable. Nous avons examiné les indications figurant dans le Prospectus d'Offre en procédant à des analyses et à des examens par sondages. En outre, nous avons apprécié le respect de la LBVM et de ses ordonnances. Nous estimons que notre examen constitue une base suffisante pour former notre opinion.

Selon notre appréciation :

- le Prospectus d'Offre est conforme à la LBVM et à ses ordonnances ;
- le Prospectus d'Offre est exhaustif et exact ;
- l'égalité de traitement des destinataires de l'Offre est respectée ;
- le financement de l'Offre est assuré et les fonds nécessaires seront disponibles au jour du paiement ;
- les dispositions sur les effets de l'annonce préalable ont été respectées.

Bâle, le 6 avril 2006

PricewaterhouseCoopers SA

Dr L. Imark

Ph. Amrein

G Rapport du conseil d'administration de Generali (Suisse) Holding selon l'art. 29 LBVM

Conformément à l'article 29 al. 1 LBVM et aux articles 29 à 32 OOPA, le conseil d'administration de Generali (Suisse) Holding (**la Société**) prend position comme suit concernant l'Offre publique d'acquisition (**l'Offre**) de la Società Assicurazioni Generali S.p.A. (**l'Offrant** ou **Generali**) portant sur toutes les actions nominatives de Generali se trouvant en mains du public :

1. Prise de position

Le comité indépendant du conseil d'administration de la Société est composé de MM. Peter C. Colombo, Dr Karljörg Landolt, Dr Andrea Broggini et Jörg Zulauf (**le Comité**; concernant le Comité, cpr. ci-dessous point « 3. Conflits d'intérêts potentiels »). Celui-ci a pris connaissance de l'Offre de Generali. Après examen attentif et sur la base de la *Fairness Opinion* («attestation d'équité») de la Banque Sal. Oppenheim jr. & Cie. (Suisse) SA (cpr. paragraphe 7 plus bas), le Comité juge l'Offre de Generali équitable et raisonnable ; lors de sa séance du 1^{er} avril 2006, il a décidé, à l'unanimité, de recommander aux actionnaires de la Société d'accepter l'Offre.

2. Motifs

a) Caractère raisonnable du prix de l'Offre

Le prix de l'Offre se porte à CHF 440 net par action. Il est diminué du montant des distributions éventuelles par la Société aux actionnaires, dans la mesure où de telles distributions sont réalisées avant l'exécution de l'Offre. Ce prix de l'Offre par action nominative comporte une prime vis-à-vis du cours de clôture moyen de l'action nominative de la Société à la SWX Swiss Exchange. Cette prime s'élève à 20.9% par rapport au cours de clôture moyen des 30 derniers jours de bourse précédant l'annonce préalable de l'Offre et de 26.1% par rapport au cours de clôture moyen des 90 derniers jours de bourse précédant l'annonce préalable de l'Offre.

Le Comité a mandaté la Banque Sal. Oppenheim jr. & Cie. (Suisse) SA (cpr. paragraphe 7 plus bas) pour établir une *Fairness Opinion*, afin d'examiner le caractère raisonnable et équitable de l'Offre. Dans sa *Fairness Opinion*, la Banque Sal. Oppenheim jr. & Cie. (Suisse) SA est parvenue à la conclusion que l'Offre faite par Generali était équitable et raisonnable (cpr. paragraphe 7 plus bas).

b) Illiquidité du marché

Il est probable qu'après la clôture de l'Offre la régularité et la liquidité du marché de l'action nominative de la Société ne soient plus garanties. L'Offre permet aux actionnaires de la Société de vendre leurs actions nominatives avec une prime (cpr. à ce propos «2(a) caractère raisonnable du prix de l'Offre»). Le conseil d'administration de la Société a l'intention, après la clôture de l'Offre, de demander la décotation des actions nominatives de la Société.

c) Intégration dans le Groupe Generali

L'intégration complète de la Société dans le Groupe Generali et, de ce fait, l'appartenance à l'un des plus grands et des plus importants groupes d'assurances d'Europe génère, pour les clients et les collaborateurs, une sécurité et une stabilité accrues. La possibilité, ainsi créée, d'utiliser entièrement les potentiels de synergie additionnels au sein du Groupe Generali et, par ailleurs, la suppression des tâches liées à une cotation à la bourse en cas de décotation libèrent des ressources et des capacités managériales pour innover et continuer de développer le noyau dur des activités de la Société.

Enfin, la décotation prévue conduit à une économie des coûts pour la Société, puisque les taxes pour le maintien de la cotation, les frais d'établissement de rapports de gestion complets en application des dispositions de la SWX Swiss Exchange ainsi que les frais liés au respect de divers devoirs de l'annonce et aux communications internes et externes ne sont plus nécessaires ou peuvent, à tout le moins, être notablement réduits.

3. Conflits d'intérêts potentiels

a) Conseil d'administration

Le conseil d'administration de la Société se compose comme suit :

- Dr Sergio Balbinot (organe de l'Offrant)
- Dr Amerigo Borrini (organe de l'Offrant; démission au 1^{er} juillet 2005)
- Dr Lorenzo Kravina (organe de l'Offrant; démission au 1^{er} avril 2006)
- M. Alfred Leu (délégué et CEO de la Société et unique membre exécutif du conseil d'administration)
- M. Martin Zellweger (président)
- M. Peter C. Colombo (vice-président; président du conseil d'administration de Converium Holding SA: démission au 11 avril 2006)
- Dr Karljörg Landolt
- Dr Andrea Broggin (membre de l'administration de la Fédération des coopératives Migros)
- M. Jörg Zulauf (CFO de la Migros)

Dr Sergio Balbinot est représenté simultanément au conseil d'administration de la Société et de Generali, l'Offrant dans l'Offre. Dr Amerigo Borrini et Dr Lorenzo Kravina sont des organes de Generali. M. Alfred Leu est CEO de la Société, qualifiée comme personne agissant de concert avec Generali, étant donné que Generali, avec ses filiales ainsi qu'avec les actions nominatives détenues par la Société, possède environ 67% des actions de la Société. M. Martin Zellweger a occupé le poste de CEO jusqu'au 31 décembre 2004. Tous les membres du conseil d'administration de la Société ont été élus avec les voix de Generali en tant qu'actionnaire majoritaire.

MM. Sergio Balbinot, Lorenzo Kravina, Alfred Leu et Martin Zellweger se sont récusés lors de la prise de décision du conseil d'administration de la Société concernant l'Offre de Generali en raison de conflits d'intérêts potentiels. Si ceux-ci existent, le conseil d'administration doit prendre les mesures adéquates afin de garantir l'objectivité du processus décisionnel et d'éviter tout impact négatif sur le destinataire de l'Offre.

Les quatre membres restants du conseil d'administration, MM. Peter C. Colombo, Karljörg Landolt, Andrea Broggin et Jörg Zulauf se sont mis à disposition afin d'examiner l'Offre, formant ainsi un comité ad hoc. Ils n'exercent aucune fonction d'organe auprès de Generali resp. auprès d'une personne agissant de concert avec celle-ci, ni ne sont leurs employés. Il n'y a entre eux et Generali aucun contrat de mandat et ils n'agissent pas non plus sur ses instructions. Ils n'ont la charge d'aucune tâche exécutive auprès de la Société ni n'entretiennent de relations commerciales avec Generali ou une personne agissant de concert avec elle, ce qui entraînerait un conflit d'intérêt juridiquement déterminant en matière d'offres publiques d'acquisition. De même, ils n'exercent aucune fonction d'organe au sein des sociétés entretenant des relations commerciales importantes avec les sociétés du groupe Generali. Dans un souci de transparence, il convient de mentionner que M. Peter C. Colombo est parallèlement président du conseil d'administration de Converium Holding SA, avec laquelle la Société et les sociétés du groupe Generali concluent occasionnellement des contrats de réassurance; les sociétés Converium n'entretiennent, cependant, aucune relation commerciale d'importance avec les sociétés du groupe Generali. Le père du Dr Andrea Broggin, le Professeur Gerardo Broggin, est par ailleurs membre du conseil d'administration de l'Offrant, mais ne vit pas, au sein du même foyer. M. Jörg Zulauf est CFO, M. Andrea Broggin est membre de l'administration de la Fédération des coopératives Migros, avec laquelle la Société a conclu un contrat de coopération commerciale; cette relation d'affaires n'est, toutefois, pas essentielle ni pour ladite fédération ni pour la Société.

Enfin, le Comité a mandaté la Banque Sal. Oppenheim jr. & Cie. (Suisse) SA en tant qu'experte indépendante afin d'établir une *Fairness Opinion*, dans laquelle le caractère équitable et raisonnable de l'aspect financier de l'Offre est confirmé. De ce fait, l'objectivité de sa prise de position à l'égard de l'Offre devrait être garantie.

b) Direction du Groupe

La direction du groupe de Generali (Suisse) Holding se compose des personnes suivantes :

- M. Alfred Leu, président de la direction du Groupe, domaine Assurance
- M. Marco Baur, domaine Vente et Marketing
- M. Hermann Blaser, domaine Logistique
- M. Elmar Locher, domaine Informatique et Personnel, secrétaire général
- Dr Karl Schönenberger, domaine placement de capitaux
- Dr Giovanni Liverani, représentant de l'Assicurazioni Generali S.p.A., Trieste

Il n'existe aucune clause relative aux prises de contrôle dans les contrats existant entre les membres de la direction du groupe et de la Société. Il n'y a aucun «Employee Stock Option Plan» de la Société en faveur des membres de la direction du groupe. A l'exception de Dr Giovanni Liverani, représentant de l'Offrant, aucun contrat n'existe entre les membres de la direction du groupe et l'Offrant.

Aucune action de la Generali (Suisse) Holding ne sera attribuée aux membres du conseil d'administration ni à la direction du Groupe.

Nombre total des actions de Generali (Suisse) Holding :

- détenues par des membres non exécutifs du conseil d'administration : 606 actions
- détenues par des membres de la direction du groupe : 390 actions

La participation totale des membres du conseil d'administration et de la direction du groupe au capital-actions de Generali (Suisse) Holding se monte ainsi à 0.04%.

Aucun des membres du conseil d'administration ni de la direction du groupe ne détient des options attribuées sur des droits de participations de Generali (Suisse) Holding.

4. Conventions contractuelles avec des membres du conseil d'administration ou de la direction du Groupe

Le Comité n'a pas connaissance de modifications dans la composition du conseil d'administration de la Société ou dans les conditions relatives au mandat des membres du conseil d'administration. Le Comité n'a pas connaissance, par ailleurs, si des modifications sont planifiées dans la composition de la direction du Groupe de la Société après la clôture de l'Offre. La direction du groupe actuelle restera, à la connaissance du Comité, responsable de la direction opérative de la Société aux mêmes conditions. Enfin, à l'exception des rapports de travail resp. des fonctions d'organe mentionnés sous chiffre 3 a) et b) supra, le Comité ne connaît aucune convention ou accord entre certains membres du conseil d'administration ou de la direction du Groupe avec la Société, la Generali ou des personnes agissant de concert avec celle-ci.

5. Intentions des actionnaires possédant 5% ou plus des voix de la Société

Hormis la Migros, le conseil d'administration n'a connaissance d'aucun actionnaire possédant 5% ou plus des voix de la Société. Selon le communiqué de presse de la Migros du 7 avril 2006, Migros acceptera l'Offre.

6. Rapport annuel 2005

Le rapport annuel de l'exercice 2005 (préimpression) peut être commandé sans frais dès le 11 avril 2006 auprès de Generali (Suisse) Holding, Soodmattenstrasse 10, 8134 Adliswil, tél. : +41 44 712 40 40, fax : +41 44 712 44 25, e-mail : info@generali.ch ou être téléchargé sur le site www.generalich.ch. Il est

prévu qu'il soit approuvé par l'assemblée générale le 31 mai 2006. Le conseil d'administration n'a connaissance d'aucune modification importante de la situation de fortune, financière ou de rendement de la Société ou encore des perspectives commerciales de la Société qui serait apparue depuis le 31 décembre 2005.

7. Fairness Opinion

La *Fairness Opinion* de la Banque Sal. Oppenheim jr. & Cie (Suisse) SA peut être commandée sans frais dès le 11 avril 2006 auprès de Generali (Suisse) Holding, Soodmattenstrasse 10, 8134 Adliswil, tél. : +41 44 712 40 40; fax : +41 44 712 44 25; e-mail : info@generali.ch ou être téléchargée sur le site www.generali.ch.

Adliswil, le 7 avril 2006

Generali (Suisse) Holding

Peter C. Colombo
Vice-président du conseil d'administration

Dr Karljörg Landolt
Membre du conseil d'administration

Dr Andrea Brogгинi
Membre du conseil d'administration

Jörg Zulauf
Membre du conseil d'administration

H Recommandation de la Commission des OPA

Le Prospectus d'Offre a été soumis pour contrôle à la Commission des OPA avant sa publication. Lors de sa séance du 6 avril 2006, la Commission des OPA a émis la recommandation suivante :

- L'offre publique d'acquisition de Generali est conforme à la Loi fédérale sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières du 24 mars 1995 ;
- la Commission des OPA accorde la dérogation suivante à l'Ordonnance sur les OPA (art. 4 OOPA) : libération de l'obligation de respecter un délai de carence (art. 14 al. 2 OOPA).

I Exécution de l'Offre

1. Information/ Annonce

Actionnaires déposants

Les actionnaires qui détiennent leurs Actions dans un compte de dépôt ouvert seront informés de l'Offre par leur banque dépositaire et sont priés de procéder selon les instructions de cette dernière.

Actionnaires qui conservent leurs Actions à domicile

Les actionnaires qui conservent leurs Actions sous forme de certificats d'actions à domicile ou dans un coffre bancaire seront informés de l'Offre par le registre des actions de la Société. En cas d'acceptation de l'Offre, ils sont priés de retourner par courrier recommandé la «Déclaration d'acceptation et de cession», accompagnée des certificats d'actions (non annulés) y relatifs, jusqu'au 11 mai 2006 à 16 h 00 (HEC) (l'heure de réception faisant foi), ou à une date ultérieure en cas de prolongation de la Durée de l'Offre, au registre des actions de la Société :

Generali (Suisse) Holding
Registre des actions
Soodmattenstrasse 10
8134 Adliswil

- 2. Conseillers financiers** HSBC Bank plc
8, Canada Square
Londres E14 5HQ – UK
- Mediobanca – Banca di Credito Finanziario S.p.A.
1, Piazzetta Enrico Cuccia
20121 Milan – I
- 3. Banque mandatée et agent de paiement** Generali a mandaté la Banque Cantonale de Zurich, Zurich, pour l'exécution de cette Offre.
- 4. Actions proposées à la vente** Les Actions qui auront été proposées à la vente dans le cadre de cette Offre seront bloquées et ne pourront plus être négociées.
- 5. Paiement du Prix de l'Offre** Au cas où l'Offre aboutit, le paiement du prix de l'Offre pour les Actions proposées à la vente aura probablement lieu avec valeur au 12 juin 2006 (la «**Date du Paiement**»). Generali se réserve le droit conformément à la section A.4 de prolonger la Durée de l'Offre. Dans ce cas, la Date du Paiement peut être déplacée en conséquence.
- 6. Frais et impôts** **Frais**

La vente, dans le cadre de l'Offre, d'Actions déposées auprès de banques en Suisse n'entraîne durant la Durée de l'Offre et le Délai Supplémentaire aucun frais. Le droit de timbre fédéral de négociation résultant de cette vente est pris en charge par Generali.

Impôt suisse sur le revenu et sur le bénéfice

Actionnaires séjournant fiscalement ou ayant leur domicile fiscal en Suisse et détenant leurs Actions dans leur fortune privée :

- La vente d'Actions dans le cadre de l'Offre devrait en principe être franc d'impôt pour les personnes ayant leur domicile fiscal ou séjournant fiscalement en Suisse et détenant leurs Actions dans leur fortune privée.
- Les détenteurs d'Actions qui n'acceptent pas l'Offre recevront dans le cadre d'une éventuelle annulation future des Actions restantes au sens de l'article 33 LBVM («squeeze out») une indemnité en espèces. L'indemnisation en espèces devrait en principe être franche d'impôt pour les personnes séjournant fiscalement ou ayant leur domicile fiscal en Suisse et détenant leurs Actions dans leur fortune privée.
- Les détenteurs d'Actions qui n'acceptent pas l'Offre recevront dans le cadre d'une éventuelle fusion (squeeze-out merger) future de la Société avec une filiale de Generali, détenue directement ou indirectement, une indemnité en espèces. Si cette indemnité en espèces est versée par la filiale reprenante, la différence entre l'indemnité en espèces et la valeur nominale des Actions est soumise à l'impôt pour les personnes séjournant fiscalement ou ayant leur domicile fiscal en Suisse et détenant leurs Actions dans leur fortune privée. Cette différence constituerait un excédent de liquidation imposable.
- Il ne peut pas être exclu que les autorités fiscales compétentes considèrent en cas d'appauvrissement direct ou indirect (au sens du projet

du 14 février 2005 de la circulaire no 7 de l'Administration fédérale des contributions) de la Société (ou d'une filiale de Generali en cas de fusion ultérieure de la Société, c'est-à-dire en cas de *squeeze-out merger*) qu'il y a liquidation partielle indirecte de la Société. Dans ce cas, un montant équivalent au maximum à la différence entre le Prix de l'Offre (ou l'indemnité en espèces en cas d'annulation ultérieure des Actions restantes ou d'une fusion ultérieure de la Société, c'est-à-dire en cas de *squeeze-out merger*) et la valeur nominale des Actions serait soumis à l'impôt sur le revenu.

Actionnaires séjournant fiscalement ou ayant leur domicile/siège fiscal en Suisse et détenant leurs Actions dans leur fortune commerciale :

- Les personnes physiques séjournant fiscalement ou ayant leur domicile fiscal en Suisse, y compris celles qui peuvent être qualifiées de commerçants de titres professionnels, et les personnes morales qui détiennent leurs Actions dans leur fortune commerciale sont en général sujettes au principe de la valeur comptable, c'est-à-dire que le bénéfice comptable résultant de la vente des Actions dans le cadre de cette Offre (ou de l'indemnisation en espèces en cas d'annulation ultérieure des Actions restantes ou d'une fusion ultérieure de la Société, c'est-à-dire en cas de *squeeze-out merger*) est soumis à l'impôt sur le revenu, respectivement à l'impôt sur le bénéfice.

Actionnaires ne séjournant pas fiscalement ou n'ayant pas de domicile/siège fiscal en Suisse :

- Un éventuel bénéfice résultant de la vente des Actions dans le cadre de cette Offre (ou de l'indemnisation en espèces en cas d'annulation ultérieure des Actions restantes ou d'une fusion ultérieure de la Société, c'est-à-dire en cas de *squeeze-out merger*) par un actionnaire sans domicile fiscal ou siège fiscal en Suisse n'est pas sujet aux impôts suisses sur le revenu, respectivement sur le bénéfice, à condition que les Actions ne puissent pas être attribuées à un établissement stable suisse ou à une entreprise suisse. Il incombe toutefois aux actionnaires sans domicile fiscal ou siège fiscal en Suisse de vérifier et d'apprécier les répercussions fiscales dans leur pays de domicile.

Impôt fédéral anticipé

La vente des Actions dans le cadre de l'Offre n'est pas soumise à l'impôt anticipé.

Les détenteurs d'Actions qui n'acceptent pas l'Offre recevront dans le cadre d'une éventuelle annulation future des Actions restantes au sens de l'article 33 LBVM («*squeeze out*») une indemnité en espèces. Une telle indemnisation en espèces n'est pas soumise à l'impôt anticipé.

Les détenteurs d'Actions qui n'acceptent pas l'Offre recevront dans le cadre d'une éventuelle fusion (*squeeze-out merger*) future de la Société avec une filiale de Generali, détenue directement ou indirectement, une indemnité en espèces. Si cette indemnité en espèces est versée par la filiale reprenante, la différence entre l'indemnité en espèces et la valeur nominale des Actions est soumise à l'impôt anticipé. Cette différence constituerait un excédent de liquidation imposable. Selon le statut fiscal et le domicile fiscal, respectivement le siège fiscal, de l'actionnaire, l'impôt anticipé est récupérable totalement, en partie ou pas du tout.

7. Annulation et décotation

Comme cela est mentionné sous la section D.2, il est prévu de requérir l'annulation des Actions restantes et de demander la décotation de toutes les Actions, pour autant que les exigences légales soient remplies.

8. Droit applicable et for

L'Offre ainsi que tous les droits et obligations en résultant sont régis par le droit suisse. Le for exclusif est le Tribunal de Commerce (*Handelsgericht*) du canton de Zurich.

J Calendrier indicatif

11 avril 2006	Début de la Durée de l'Offre
11 mai 2006, 16 h 00 (HEC)*	Fin de la Durée de l'Offre
12 mai 2006*	Publication du résultat intermédiaire provisoire
17 mai 2006*	Publication du résultat intermédiaire définitif
17 mai 2006*	Début du Délai Supplémentaire
31 mai 2006, 16 h 00 (HEC)*	Fin du Délai Supplémentaire
1 juin 2006*	Publication du résultat final provisoire
2 juin 2006	Versement du dividende pour l'exercice 2005
6 juin 2006*	Publication du résultat final
12 juin 2006*	Exécution de l'Offre

* Conformément à la section A.4, Generali se réserve le droit de prolonger, une ou plusieurs fois, la Durée de l'Offre. Le calendrier sera adapté en conséquence.